

— pour les travailleurs de la RATP, cela signifie des compressions de personnel (poinçonnage automatique, conduite à agent seul et peut-être demain entièrement automatique...) et des salaires qui progressent à pas de tortue.

La politique contractuelle

Le but de la politique contractuelle dans le secteur public, c'est d'associer les syndicats à la gestion de la pénurie ; de fixer avec eux la progression des salaires pour une année (en se référant à l'indice des prix truqué par le gouvernement) ; la « masse salariale » c'est-à-dire l'ensemble des salaires de la Régie est donc fixée une fois pour toutes. Après quoi il n'est plus question d'y revenir : quelle que soit leur combativité, les travailleurs devront rester prisonniers de ce carcan, avec la caution des directions syndicales.

C'est ce qu'elle a fait avec les syndicats FO, CFTC, autonomes et CFT qui ont signé l'accord sur les salaires. Son but est également d'associer les syndicats à la réforme de la grille des salaires (25 séances de discussions) ; après quoi elle prend les dernières décisions toute seule et il n'y a plus à y revenir. C'est tout le sens de la résistance farouche qu'elle a opposée.

Les concessions minimales qu'elle a acceptées de faire « ne remettaient pas en cause, comme l'a dit Chaban-Delmas, l'équilibre général des rémunérations », c'est-à-dire cette fameuse « masse salariale » définie une fois pour toutes et la grille des salaires dans son ensemble. En acceptant éventuellement de discuter pour 1973, la direction ne sortait pas du cadre de la politique contractuelle, et se réservait la possibilité pour cette date de « prendre à Pierre pour habiller Paul ».

Mais si le gouvernement est resté sur ses positions dans ce domaine, la victoire qu'il a remportée risque fort d'être une victoire « à la Pyrrhus » :

- D'abord, parce qu'en obligeant les directions syndicales à casser le mouvement sans leur laisser la moindre petite miette dont elles puissent se prévaloir pour sauver la face, Chaban a contribué à discréditer les directions syndicales vis-à-vis de leur base. En créant une situation où les deux derniers jours du mouvement prennent des allures de grève sauvage majoritaire, il va directement à l'encontre de sa politique qui suppose des « partenaires sociaux » sages, forts, responsables et écoutés, comme l'ont répété mille fois Fontanet et tous les « théoriciens » du régime.

- Ensuite parce que pour faire passer sa politique contractuelle pour faire accepter les « règles du jeu » qu'il a lui-même établies, Chaban a besoin de mystifier les travailleurs, de créer un climat d'aimable collaboration entre les classes. De ce point de vue le fiasco est complet : le gouvernement dans cette grève est apparu aux yeux des travailleurs pour ce qu'il est réellement, c'est-à-dire le représentant de la bourgeoisie, l'Ennemi de classe. Le « calme » qui est revenu à la RATP n'est pas exempt de gros nuages : à la SNCF aussi le gouvernement a appliqué les mêmes méthodes au printemps dernier... Et dès la rentrée ce sont les cheminots de Nantes qui, les premiers, reprenaient la lutte pour faire échec aux menaces de licenciements qui pesaient contre deux militants syndicaux.

Voilà qui devra bien faire réfléchir...